

Christophe PUEL
Avocat – Directeur Associé
Directeur National du Département
Environnement
Tel : 01.47.38.54.56

www.fidal.com

Rubrique 2712 : Confirmation de la légalité du décret modifiant les seuils de classement

Le Conseil d'Etat, dans un arrêt du 16 juillet 2014, a rejeté la demande d'annulation pour excès de pouvoir du décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant les seuils de classement de la rubrique 2712 (Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage) de la nomenclature ICPE. Par cet arrêt, le Conseil d'Etat confirme la légalité de ce décret.

Arrêt du Conseil d'Etat du 16 juillet 2014 (pourvoi n° 365515)

Rubrique 1716 : Décret rectificatif

Un décret rectificatif au décret n° 2014-996 du 2 septembre 2014 modifiant la nomenclature des ICPE et concernant, plus précisément, la rubrique 1716 (substances radioactives sous forme non scellée) a été publié au JO du 13 septembre 2014. Ce décret rétablit la distinction entre les régimes de l'autorisation et de la déclaration.

Décret n° 2014-996 du 2 septembre 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (rectificatif), JO du 13 septembre 2014

Reach : Publication d'une brochure sur la demande d'autorisation

Le Medde (Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie) a mis en ligne, le 2 octobre 2014, une brochure destinée aux entreprises qui mettent sur le marché ou utilisent des substances chimiques visées par le règlement Reach. Cette brochure présente les conditions ainsi que les différentes étapes de la procédure de demande d'autorisation.

Communiqué du Medde, "La demande d'autorisation dans Reach - mode d'emploi", du 2 octobre 2014 ;

Brochure du Medde, "La demande d'autorisation dans Reach - mode d'emploi", octobre 2014.

Etude d'impact : Précisions sur le choix des substances chimiques à prendre en compte dans le volet sanitaire

Le 12 novembre 2014, le Medde a publié une note d'information définissant les modalités de sélection des substances chimiques et des valeurs toxicologiques de référence utilisées lors des évaluations menées pour les études d'impact ou dans le cadre de la gestion des sites et sols pollués. Cette circulaire impose notamment de prendre en compte le potentiel d'exposition lors du choix des substances à analyser.

Note d'information du 31 octobre 2014 relative aux modalités de sélection des substances chimiques et de choix des valeurs toxicologiques de référence pour mener les évaluations des risques sanitaires dans le cadre des études d'impact et de la gestion des sites et sols pollués, publiée sur circulaire.legifrance.gouv.fr le 12 novembre 2014

Droit de la mer: vers de nouvelles règles européennes concernant la sécurité des opérations pétrolières et gazières en mer

En réponse à une question sénatoriale n°02825, la Ministre de l'Environnement, du Développement Durable et de l'Energie, rappelle, dans sa réponse publiée au JO du 20 novembre 2014, les règles internationales et européennes (notamment la directive 2013/30/UE du 12 juin 2013 relative à la sécurité des opérations pétrolières et gazières en mer) visant à encadrer l'exploration et l'exploitation des ressources de la mer. A cette occasion, elle annonce que le principe du pollueur-payeur fait actuellement l'objet d'une étude par la Commission européenne pour les activités pétrolières et gazières offshore.

Question sénatoriale n° 02825 du 1er novembre 2012 et réponse du Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie du 20 novembre 2014, "Mer, parent pauvre du droit de l'environnement"

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2013:178:0066:0106:FR:PDF>

Retrouvez la lettre d'information du département Environnement sur notre site www.fidal.com

Conformément à la loi Informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant, que vous pouvez exercer en vous adressant à pole.environnement@fidal.com. Vous disposez également du droit de vous désabonner de notre liste de diffusion, que vous pouvez exercer auprès du service susvisé.

FIDAL - Société d'avocats
Société d'exercice libéral par action
simplifiée à directeur
et conseil de surveillance

Capital : 6000000 Euros
525031522 RCS Nanterre
TVA Union Européenne
Fr 42 525 031 522 - Code NAF 6910Z

Siège social : 4-6, Avenue d'Alsace
92982 Paris-La Défense Cedex, France
Tél : 01 47 38 54 00 - www.fidal.com
Barreau des Hauts-de-Seine

© FIDAL 2014

DES RESSOURCES ESSENTIELLES AU SERVICE DE VOTRE ENTREPRISE